

COMPTE RENDU DE SEANCE ORDINAIRE REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 5 MAI 2017

Date de Convocation
27 avril 2017

Date d’Affichage
12 mai 2017

Nombre de Conseillers
En exercice : 12
Présents : 9
Votants : 12

Le vendredi 5 mai 2017, à 20h30, le Conseil Municipal légalement convoqué s’est réuni en séance publique à la Mairie sous la présidence de Monsieur Stéphane HAZAN – Maire
Etaient présents: Bruno BENITAH, Eric DELTOUR, Pascal FAURE, Fabrice GAILLANT, Stéphane HAZAN, Carine LE QUELLEC-MUSEMENT, Nathalie NANTIER, Martine QUIGNARD, Jean-Pierre VALON,
Formant la majorité des membres en exercice
Absentés excusés: Laure DOUCET ayant donné pouvoir à Stéphane HAZAN, Thierry DULONG ayant donné pouvoir à Pascal FAURE, Béatrice FLAMENT ayant donné pouvoir à Jean-Pierre VALON
Secrétaire de séance : Martine QUIGNARD

L’Ordre du Jour de cette séance est le suivant :

1. Approbation du compte-rendu de la dernière séance,
2. Dotation d’équipement des territoires ruraux (DETR) 2017,
3. Débat sur les orientations générales du projet d’aménagement et de développement durables (PADD) de la communauté urbaine GPS&O,
4. Demande de subvention de l’association française des sclérosés en plaques,
5. Questions diverses

Le quorum étant réuni, Monsieur le maire ouvre la séance à 20h30 et désigne Martine QUIGNARD secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal donne son accord à l’unanimité.

Monsieur le maire donne lecture du dernier compte-rendu. Nathalie Nantier fait remonter la question d’une habitante qui s’interroge sur le montant des indemnités du maire et des adjoints. Monsieur le maire répond que les données sont indiquées dans la délibération. Le compte-rendu est approuvé à l’unanimité.

1. Délibération n° 2017-017 – Demande de subvention DETR 2017

CONTEXTE

La circulaire préfectorale n°217 du 4 avril 2017 relative à la dotation d’équipement des territoires ruraux 2017 indique que la commune pourrait être éligible au versement de cette dotation pour la réalisation de certaines opérations à hauteur de 30% et dans la limite de 117 000 euros.

OPPORTUNITE ET DISPOSITIF DE LA DECISION

La commune souhaite solliciter la dotation d’équipement des territoires ruraux pour la sécurisation de bâtiments communaux, notamment de la salle polyvalente, la mairie et les bâtiments techniques.
Cette sécurisation consisterait à changer les volets de la mairie, à installer des portes coulissantes aux bâtiments techniques, à poser une alarme au sein de la salle polyvalente et une au sein de la mairie.

Une partie de ces opérations est subventionnée au titre du fonds de concours de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine & Oise.

Ci-dessous un tableau récapitulatif du financement :

Opération	Coût HT	Coût TTC	Subvention du fonds de concours	DETR 2017 (30% H.T)	Reste à charge de la commune (H.T)
Volets de la mairie	11 585.34 €	13 902.41 €	5 792.67 €	3 475.60 €	2 317.07 €
Portes coulissantes des bâtiments techniques	4 674.90 €	5 609.88 €	Opération non subventionnée	1 402. 47 €	3 272.43 €
Alarmes de la salle polyvalente et mairie	4 130.97 €	4 957.16 €	Opération non subventionnée	1 239.29 €	2 891.68 €

CONSEQUENCE BUDGETAIRE

La dépense totale à hauteur de 20 391.21 € HT soit 24 469.45 € TTC est inscrite en section investissement du budget 2017.

Les recettes seront inscrites en section investissement du budget 2017 de la commune.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après avoir entendu l'exposé du maire concernant « les opérations de sécurisation des bâtiments communaux »,

Après avoir pris connaissance des conditions d'obtention de la DETR - exercice 2017 – circulaire préfectorale 217 du 4 avril 2017, soit 30 % du montant des travaux HT plafonné à 390 000 euros pour une catégorie n°4 – maintien des services publics en milieu rural,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADOpte** l'avant-projet de « sécurisation des bâtiments communaux » pour un montant de 20 391.21 € HT, soit 24 469.45 € TTC,
- **DECIDE** de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2017,
- **S'ENGAGE** à financer l'opération de la façon suivante :

Opération	Coût HT	Coût TTC	Subvention du fonds de concours	DETR 2017 (30% H.T)	Reste à charge de la commune (H.T)
Volets de la mairie	11 585.34 €	13 902.41 €	5 792.67 €	3 475.60 €	2 317.07 €
Portes coulissantes des bâtiments techniques	4 674.90 €	5 609.88 €	Opération non subventionnée	1 402. 47 €	3 272.43 €
Alarmes de la salle polyvalente et mairie	4 130.97 €	4 957.16 €	Opération non subventionnée	1 239.29 €	2 891.68 €

- **DIT** que la dépense sera inscrite au budget primitif 2017, aux articles 2135 (alarmes), 21311 (volets mairie) et 21318 (portes coulissantes des bâtiments techniques) – section d'investissement,
- **AUTORISE** le maire, ou son représentant, à signer tout document nécessaire à la réalisation de l'opération ci-dessus référencée.

2. Délibération n° 2017-018 : Débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) de la communauté urbaine GPS&O

La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), créée le 1er janvier 2016, est issue de la fusion de six intercommunalités. Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) prescrit par délibération du Conseil communautaire en date du 14 avril 2016 constitue la première expression de ce projet politique commun.

Objectifs

Il est rappelé les objectifs précisés dans la délibération de prescription du PLUI du 14 avril 2016 visant à :

- Préparer le territoire à l'arrivée du RER EOLE, prolongement du RER Magenta – Mantes via La Défense ;
- Mettre en valeur la Seine de Mousseaux-sur-Seine à Conflans-Sainte-Honorine, comme fil conducteur du projet de territoire ;
- Répondre à l'enjeu de cohésion territoriale entre espaces urbanisés le long de la vallée de la Seine et espaces naturels et agricoles des plateaux et coteaux, en lien avec le PNR du Vexin ;
- Préserver la vocation agricole du territoire ;
- Assurer une répartition équilibrée de l'habitat sur l'ensemble du territoire ;
- Intégrer les grands Quartiers Politique de la Ville ;
- Préserver et valoriser le patrimoine naturel et bâti ;
- Préserver les centres des villes principales et centres des villages ;
- Maintenir les grands sites industriels ;
- Développer une stratégie d'implantations commerciales équilibrée ;
- Accueillir dans des conditions optimisées le développement économique dans sa diversité ;
- Assurer la mise en œuvre des prescriptions légales.

Une démarche innovante de collaboration et de concertation a été initiée dès mai 2016 par la communauté urbaine qui a souhaité concerter la population dès le début de la procédure d'élaboration du PLUI et concomitamment avec le travail de coconstruction mené par les élus de son projet de territoire.

La démarche de concertation avec les habitants s'est déroulée en plusieurs étapes :

- Depuis mai 2016 (jusqu'à l'arrêt du PLUI en septembre 2018) : Un registre a été mis à disposition dans les 73 communes à destination des habitants pour recueillir leurs premières interrogations ou observations.
- En Septembre 2016 : Une première lettre d'information du PLUI a été diffusée aux habitants pour présenter la démarche et les objectifs figurant dans la délibération de prescription.
- Une enquête audiovisuelle a été réalisée sur un panel de 70 habitants (700 habitants au départ) avec pour objectif de donner la parole aux habitants sur leurs interrogations et attendus pour ce territoire.
- Cette enquête a donné lieu à un film qui a servi de support à l'ensemble des ateliers et réunions qui ont suivi.
- D'octobre à novembre 2016 : 6 réunions publiques ont eu lieu avec les habitants pour débattre des grands enjeux pour le territoire (1300 participants).
- Le 16 mars 2017 : 1 réunion publique de synthèse (300 participants) a été organisée afin de présenter les enseignements de la démarche de concertation aux habitants et les grandes orientations du projet de PADD qui en découlent.

La démarche de coconstruction et de collaboration avec les communes s'est déroulée concomitamment en plusieurs phases :

- De mai à juillet 2016 : 17 rencontres territoriales avec les 73 Maires des communes ont été organisées pour recueillir leurs attentes concernant le PLUI.

6 ateliers thématiques ont réuni Président, Vice-Présidents, Elus du territoire et experts des thématiques identifiées afin d'échanger sur les objectifs stratégiques. Les thématiques abordées portaient sur la place de la CU GPS&O dans le Grand Paris, l'Environnement, l'Habitat, le Développement Economique, la Mobilité, les Pratiques et Usages du territoire ;

2 Conférences intercommunales des Maires ont eu lieu afin de présenter le 18 octobre 2016 la démarche d'élaboration du projet de territoire du PLUI et le 13 décembre 2016, la synthèse des ateliers thématiques.

De janvier à mars 2017 : 9 ateliers thématiques animés par la Vice-présidente déléguée à l'urbanisme, ont réuni les élus sur les grands axes du projet de territoire (mobilités, développement économique, aménagement / environnement) ;

Début février 2017 ont été adressés aux Maires :

- Les diagnostics thématiques du PLUI, dans leur version de travail au 31 janvier 2017 ;
- L'état initial de l'environnement dans sa version de travail au 31 janvier 2017 ;
- Le document de synthèse transmis aux Personnes Publiques Associées

Une Conférence Intercommunale des Maires en date du 2 mars 2017 a présenté les grandes orientations du PADD. A cette occasion, le projet de PADD dans une version de travail au 15 février 2017 a été diffusé.

Il est précisé que le PADD définit :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune ;
- des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations du PADD peuvent évoluer pour prendre en compte, notamment, les résultats du débat ainsi que de la concertation avec la population.

Au cours de cette période, la communauté urbaine a mis en place des outils collaboratifs dédiés : une Plateforme aux élus « gpseo.fr/contribuer-au-plui » et un Site internet ouvert aux habitants : "construireensemble.gpseo.fr" ainsi que des liens vers les réseaux sociaux.

La démarche de coconstruction et de concertation se poursuivra à compter de mai 2017, par la tenue d'ateliers avec les communes sur la phase réglementaire du PLUI et à compter de l'automne 2017, avec des réunions publiques.

Enfin, dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUI, une première réunion avec les Personnes Publiques Associées s'est tenue le 22 février 2017 afin d'échanger sur le diagnostic territorial et les grands axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Orientations générales d'aménagement et d'urbanisme - PADD

La définition des orientations générales d'aménagement et d'urbanisme de la Communauté Urbaine GPS&O s'appuie sur les enjeux posés à l'issue du diagnostic territorial, de l'analyse de l'état initial de l'environnement

et de la démarche de concertation et de collaboration menées au cours des ateliers et des réunions publiques. Les échanges avec les habitants ont permis de faire ressortir 3 identités communes sur le territoire :

- Le paysage comme valeur commune ;
- L'histoire industrielle comme point commun ;
- Le transport comme élément essentiel de lien du territoire, à développer.

La Communauté Urbaine s'est appuyée sur ces 3 identités pour développer les trois grandes orientations de son PADD.

La ville paysage, en repensant la ville à partir du paysage

Cette ambition vise à construire un territoire uni et reconnu pour la qualité de son cadre de vie. Elle s'appuie sur la valorisation des vallées de la Seine et de ses affluents et des espaces naturels et agricoles des coteaux et plateaux comme un des vecteurs du développement territorial. Cela repose notamment sur le développement d'une urbanisation adaptée et de parcours en lien avec le paysage pour qu'il profite aux habitants : préservation de cônes de vue, urbanisation tournée vers la Seine et requalification des liens ville / Seine et de ses berges, soin apporté à l'urbanisation en lisière, valorisation de la richesse patrimoniale, renforcement des liens ville-nature en développant la qualité des accès aux espaces de nature et leur mise en réseau (espaces publics, circulations, liaisons douces).

Un territoire attractif pour en faire un pôle économique dynamique d'Ile de France

Il s'agira :

- D'accompagner l'évolution de l'industrie ;
- De consolider les filières traditionnellement ancrées dans le territoire et favoriser l'émergence de nouvelles filières ;
- De créer les conditions nécessaires au développement de l'offre de formation et d'emploi ;
- De préserver l'activité économique dans les tissus urbains à dominante d'habitat (mixité fonctionnelle) ;
- De développer une offre foncière et immobilière de qualité et optimiser les zones d'activités économiques ;
- De repenser la stratégie commerciale à l'échelle du territoire en favorisant le commerce de centre-ville et en concentrant le commerce de périphérie sur les pôles majeurs de Ouest Mantois, Aubergenville/Flins et Orgeval/Villennes, tout en adaptant leur offre aux évolutions en cours des pratiques commerciales ;
- De ré-urbaniser les zones commerciales en requalifiant l'espace public, en favorisant la mixité des fonctions urbaines et en renouvelant l'offre des enseignes commerciales ;
- De développer le tourisme.

La mobilité comme vecteur d'urbanité

Cette nouvelle urbanité s'appuie sur :

- Un effort accru d'urbanisation à proximité des lieux bien desservis, notamment les gares Eole qui devront concentrer les fonctions urbaines d'habitat, de services commerciaux et à la population (équipements, ...), du développement économique.
- Une urbanisation des gisements fonciers dans le tissu urbain constitué et la recherche d'une intensification urbaine là où l'offre de mobilité est existante.
- La réduction significative de la consommation des espaces naturels et agricoles en arrêtant les extensions urbaines à vocation d'habitat, en privilégiant l'intensification urbaine dans les enveloppes urbaines existantes et en optimisant les zones d'activités économiques existantes dans un objectif de modération de la consommation des espaces naturels et agricoles.
- L'adaptation et le renforcement de la qualité de l'espace public pour favoriser les modes actifs et s'adapter aux nouveaux usages de la voiture.

La Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise a prescrit au cours de sa première année d'existence son PLUi, son PLHi, son PCAET. Elle a fait le choix d'engager des démarches concourant à l'élaboration de son projet de territoire dont le présent PADD constitue le socle.

L'article L.153-12 du code de l'urbanisme prévoit que les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) doivent être soumises au débat au sein du conseil communautaire et des conseils municipaux. Conformément à la délibération du 14 avril 2016 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi), ces dernières doivent débattre dans un délai de 2 mois après le débat sur le PADD au sein du conseil communautaire, délai au-delà duquel, le débat au sein du conseil municipal sera considéré comme ayant eu lieu.

Le débat sur les orientations générales du PADD au sein du conseil communautaire a eu lieu le 23 mars 2017. Ce débat a porté sur les points rappelés en annexe.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- de prendre acte de la présentation des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLUi envisagées et d'en débattre.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151-2, L. 151-5 et L. 153-12,

VU la délibération n° CC_2016_04_14_22 du Conseil communautaire du 14 avril 2016 définissant les modalités de collaboration avec les communes dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération n° CC_2016_04_14_23 du Conseil communautaire du 14 avril 2016 portant prescription du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) et définissant les modalités de concertation avec la population,

VU la présentation des grandes orientations du projet de PADD lors de la conférence intercommunale des Maires en date du 2 mars 2017,

VU le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) lors du conseil communautaire du 23 mars 2017,

VU la présentation des orientations générales du PADD envisagées telle que transmise à l'ensemble des membres du conseil municipal et formalisée dans le document ci annexé,

CONSIDERANT QUE le débat en conseil communautaire sur les orientations générales du PADD a notamment porté sur les points rappelés en annexe.

CONSIDERANT QUE les orientations du PADD peuvent évoluer pour prendre en compte, notamment, les résultats du débat ainsi que de la concertation avec la population,

Entendu l'ouverture du débat par Monsieur le maire invitant les membres du conseil municipal à débattre sur les orientations générales du PADD du PLUi envisagées.

Monsieur le maire remarque que le PADD comporte peu d'informations concernant les communes rurales.

Jean-Pierre Valon ajoute qu'il n'y a aucun élément sur les éoliennes alors que le sujet de l'écologie est régulièrement abordé.

Il souligne également la remarque faite par un architecte concernant la contiguïté des villages, et l'effacement progressif de la pertinence de la séparation villes et campagnes.

Monsieur le maire ajoute qu'il manque des connexions entre les villages et les pôles gares. Il souligne qu'aucune remarque n'est faite au sein du PADD concernant le maillage des transports, la création de parking relais (où des navettes seraient mises en place afin de rejoindre les gares) ou encore de parc à vélos.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

- **ARTICLE 1 : PREND ACTE** de la présentation des orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal et de l'ouverture du débat au sein du conseil municipal qui ont permis aux conseillers de discuter utilement sur les orientations du PADD envisagées (cf annexe).

3. Délibération n° 2017-019 : Demande de subvention de l'association française des sclérosés en plaques (AFSEP)

Monsieur le maire explique aux membres du conseil que l'association française des sclérosés en plaques sollicite le versement d'une subvention pour l'année 2017.

Il rappelle que montant total des subventions prévu au budget pour l'année 2017 est de 7 300 euros, la totalité de cette ayant été distribuée entre différentes associations lors du conseil du 28 mars 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **REJETTE** la demande de subvention

4. Questions diverses

Monsieur le maire rappelle aux membres du conseil municipal les permanences à effectuer par chacun pour la tenue du bureau de vote le 7 mai prochain. Il invite également chacun à s'inscrire pour tenir le bureau de vote les 11 et 18 juin prochain.

Il informe les conseillers de la venue de M. Larcher le 12 juin à 8h30 et les invite à assister à la réunion qui se tiendra en mairie.

Il ajoute que le rapport de la CLECT est terminé. Il sera envoyé prochainement afin que chacun puisse en prendre connaissance avant son approbation lors du prochain conseil municipal.

Enfin, il rappelle que le rendez-vous pour la cérémonie du 8 mai est fixé à 12h15 et demande si certains pourraient arriver un peu plus tôt afin de préparer la salle.

La séance est levée à 21h45

Stéphane HAZAN
Maire de Lainville-en-Vexin

